

L'Afrique du Sud : géographie, histoire et paysages

Jean-François Moyen

15 janvier 2007

Table des matières

1	Le cadre géographique	2
1.1	Géographie physique	2
1.2	Climat	3
1.3	Végétation	4
1.4	Géographie humaine	4
1.5	Fermes, homelands et townships : une introduction aux paysages sud-Africains	9
a.	Les villes	9
b.	Les townships	10
c.	Les grandes fermes	10
d.	Les “homelands”	11
2	Un bref résumé d'histoire Sud-Africaine	13
2.1	Des Hollandais aux Afrikaaners (1640–1830)	13
2.2	De la compagnie à la colonie anglaise	14
2.3	Le “grand trek” et les Républiques Boers (1830–1880)	15
2.4	L'or et la Guerre des Boers (1899–1902)	18
2.5	De l'Union Sud-Africaine à la victoire du Parti National(1902–1948)	19
2.6	La politique d'apartheid (1948–1994)	20
2.7	La fin d'une époque (1990–1994)	24
2.8	La “nouvelle Afrique du Sud” (1994–)	25

Vous trouverez des bons résumés de l'histoire Sud-Africaine dans n'importe quel guide touristique, il n'est donc pas nécessaire que je les recopie ici. Mais un minimum de compréhension de cette histoire aide à comprendre ce que vous verrez autour de vous, et explique pas mal les paysages sud-africains.

1 Le cadre géographique

1.1 Géographie physique



Fig. 1: L'Afrique du Sud — Géographie physique

L'Afrique du Sud occupe une surface d'un peu plus de 1 200 000 km², soit plus de deux fois la France, pour une population aux alentours de 45 millions d'habitants. Elle s'étend entre les latitudes 22° et 35° Sud, c'est à dire de la zone inter-tropicale à la latitude de la côte du Mahgreb.

L'Afrique du Sud est bordée à l'Ouest par l'Océan Atlantique, à l'Est par l'Océan Indien ; la limite entre les deux, par convention, se situe au Cap des Aiguilles (Cape Agulhas), à 200 km à l'Est de Cape Town. Les pays

limitrophes sont (dans le sens des aiguilles d'une montre) la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe, le Mozambique et le Swaziland (presque entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud) ; le Lesotho est totalement enclavé dans le pays.

Le centre du pays est occupé par un plateau entre 1000 et 1500 m d'altitude, qui s'étend du Tropique du Capricorne à une centaine de kilomètres de la côte Sud. Il s'abaisse doucement vers l'Ouest et la côte Atlantique, et vers le Nord et la vallée du Limpopo. Entre les deux, le Bushveldt est un plateau vallonné à 600–900 m d'altitude, dont la frange septentrionale est parsemée de moyennes montagnes (Waterberg, Soutpansberg, etc.). La partie Sud et Ouest du plateau est constituée par le Karoo ; plus au Nord (Free State et région de Johannesburg), on parle du "high Veld".

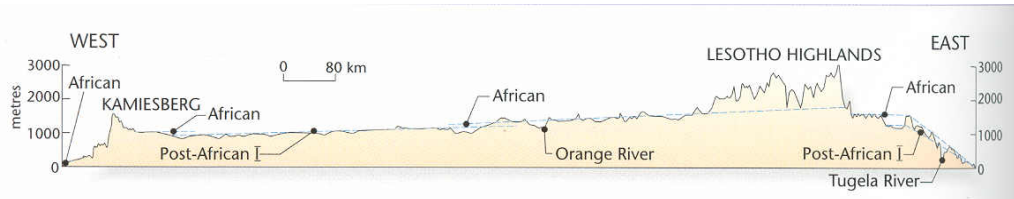


Fig. 2: Coupe topographique de l'Afrique du sud vers 30° Sud. Les pointillés correspondent aux différentes surfaces d'érosion (cf. partie I)

À l'Est, le plateau est bordé par un important escarpement couronné d'une chaîne de montagnes (le Drakensberg), qui court du Kwazulu-Natal à la frontière du Mozambique. Cet escarpement correspond à une dénivellation très marquée, de plus de 1000 m par endroits, et correspond à d'importants reliefs culminant au Mont-aux-Sources (3282 m).

Au Sud, le plateau butte sur les montagnes de la région du Cap ("Cape Fold Belt"), des chaînes plissées où les synclinaux définissent des vallées étroites et allongées entre les reliefs anticlinaux : Cedarberg, Swartberg, Langeberg ... Elles culminent à 2251m au Matroosberg, à 100 km de Cape Town.

De Cape Town à la frontière du Mozambique, une étroite plaine cotière borde l'océan, ne dépassant que rarement 50 km de large.

1.2 Climat

Le climat est globalement chaud, avec des hivers frais. Il varie selon la latitude, l'altitude et la façade océanique, le côté Atlantique étant plus frais et sec que le côté Indien, en raison du courant froid du Benguela en provenance directe de l'Antarctique : il longe la côte Ouest, la rafraîchit et limite l'évaporation océanique et les précipitations.

Le Nord-Est sub-tropical connaît un régime à pluies d'été, avec une saison chaude (25–35° et plus) et humide d'Octobre à Mars (été austral), et une saison plus fraîche (10–25° en plaine, 5–20° sur le haut-Veld) et sèche d'Avril à Septembre (hiver austral). En montagne, les nuits d'hiver peuvent être froides (gel possible) ; les orages de chaleur sont fréquents en été.

Plus on va vers l'Ouest et vers l'intérieur, et plus le climat devient sec. Dans le Karoo et sur la côte Atlantique, le climat est aride avec des précipitations annuelles souvent inférieures à 150 mm, des étés chauds (15–30°) et des hivers frais (5–20°).

La frange côtière Sud connaît un climat méditerranéen, à abondantes pluies d'automne (Mai), hivers frais et humides (7–15°) et étés secs et chauds (15–30°). Il peut neiger sur les montagnes.

Dans l'ensemble, même en dehors des régions arides l'irrégularité des pluies pose des problèmes de ressources en eau (sauf sur la côte du Kwazulu-Natal). L'ensoleillement moyen descend rarement en dessous de 6 heures par jour.

1.3 Végétation

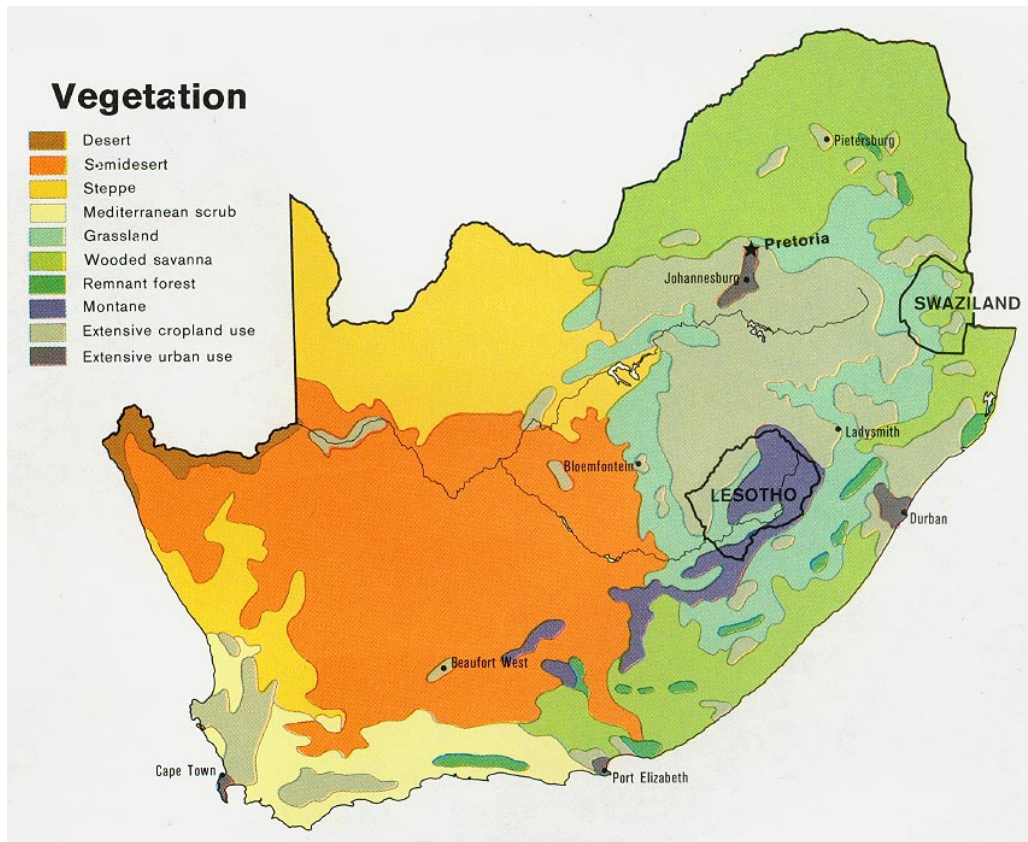


Fig. 3: Les différents types de végétation en Afrique du Sud

A l'exception de l'étroite bande côtière de la "Garden Route" à l'Ouest de Port-Elizabeth (la seule forêt indigène du pays), la végétation sud-Africaine est essentiellement de la savane, de la prairie ou de la steppe, avec des variantes locales.

Le Nord et l'Est du plateau central (haut-Veld) est couvert de différentes variétés de savane, à hautes herbes et arbres ou arbustes souvent épineux (acacias). On y trouve des "forêts" d'Eucalyptus et de pins, qui sont des plantations industrielles.

Le Karoo est une steppe, de plus en plus désertique en allant vers l'Ouest et vers la Namibie.

Dans la région du Cap, le "fynbos" est une forme de maquis méditerranéen, qui abrite une immense diversité (plus de 8500 espèces connues, la plupart endémiques), dont les Protées, emblème du pays.

Les côtes sont plus arrosées, on y trouve une forêt de feuillus sur la Garden Route et une frange sub-tropicale (avec canne à sucre et mangroves) sur la côte du Kwazulu-Natal.

1.4 Géographie humaine

Depuis 1994, l'Afrique du Sud est divisée en 9 provinces, qui disposent d'un certain degré d'autonomie politique.

Au Nord, l'ex-Transvaal a été partagé en quatre provinces :

Province	Surface (km ²)	Population (millions)	Densité (hab/km ²)	Prop. urbaine	Prop. P.N.B.
Western Cape	129370	4.7	36.3	89 %	14.6 %
Eastern Cape	169850	6.7	39.5	63 %	8.4 %
Northern Cape	361830	0.85	2.4	70 %	2 %
Kwazulu-Natal	92100	9.8	106.4	43 %	15.8 %
Free State	129480	2.8	21.6	69 %	5.5 %
Mpumalanga	79490	3.3	41.5	39 %	7.3 %
Gauteng	17010	9.2	540.9	97 %	33.9 %
Limpopo	123910	5.5	44.4	11 %	6.1 %
North-West	116320	3.8	32.7	35 %	6.4 %

Tab. 1: Surface, population et part du P.I.B. des neuf provinces d'Afrique du Sud.

Province	Répartition linguistique
Western Cape	Anglais 20 %, Afrikaans (incl. métis) 59 %, Xhosa 19 %
Eastern Cape	Anglais 3.7 %, Afrikaans 9.6 %, Xhosa 83 %
Northern Cape	Afrikaans (incl. métis) 70 %, Xhosa 6.5 %, Tswana 20 %
Kwazulu-Natal	Anglais 16 %, Afrikaans 2 %, Zoulou 80 %
Free State	Afrikaans 14 %, Xhosa 9.5 %, Sotho 62 %
Mpumalanga	Zoulou 26 %, Swazi 30 %, Ndebele 12 %
Gauteng	Anglais 13 %, Afrikaans 17 %, Zoulou 21 %
Limpopo	Sepedi 53 %, Tsonga 23 %, Venda 15 %
North-West	Afrikaans 7 %, Xhosa 5.5 %, Tswana 67 %

Tab. 2: Répartition ethnique (en réalité, proportion de chaque langue comme langue maternelle) dans les neuf provinces

- Le **Gauteng**, au centre, regroupe la conurbation Johannesburg–Pretoria. C'est la plus petite, la plus peuplée et la plus riche des provinces.
- Le **Limpopo**, au Nord (Northern Transvaal) s'étend jusqu'à la frontière du Zimbabwe. C'est le pays des mines (platine du Bushveldt), mais c'est aussi une des deux provinces qui souffre le plus de l'héritage empoisonné des "homelands" (voire plus bas section 16).
- Le **Nord-Ouest**, à la frontière du Botswana, sans grande agglomération est principalement rural.
- Le **Mpumalanga** ("l'Est") est une région assez rurale, regroupant à la fois les plateaux agricoles du haut-Veld, la plaine sub-tropicale de la région de Nelspruit et ses vergers, et les mines de charbon à l'Est du Gauteng.

Le Natal a absorbé en 1994 le homeland du Kwazulu, pour former le **Kwazulu-Natal**, région sub-tropicale agricole (canne à sucre), très marquée par la présence indienne.

Le **Free State** (Etat libre) est resté dans ses limites antérieures.

L'ancienne province du Cap a été partagé en trois :

- Le **Western Cape** regroupe la métropole de Cape Town ainsi que les vignobles environnant et les montagnes du Cedarberg, Swartberg, etc.
- Le **Northern Cape** est une région semi-désertique, immense et peu peuplée, allant jusqu'à la frontière de la Namibie.
- L'**Eastern Cape** a absorbé les anciens homelands Xhosa (Ciskei et Transkei), et peine de la même façon que le Limpopo – richesses naturelles en moins.

L'Afrique du Sud a une population urbaine à environ 60 %. Les plus grandes villes sont

- Johannesburg (700 000 habitants, mais il serait plus juste de considérer l'ensemble du Gauteng et ses presque 10 millions d'habitants comme une seule ville) ;
- Cape Town (850 000 habitants, mais entre 2 et 3 millions dans l'ensemble de la région) ;
- Durban, Kwazulu-Natal (700 000 habitants, sans doute 2 à 3 millions dans l'aire urbaine) ;
- Pretoria (500 000 habitants, dans le Gauteng) ;
- Port Elizabeth, Eastern Cape (300 000 habitants, sans doute près d'un million en comptant les villes adjacentes) ;
- Bloemfontein, Free State (130 000 habitants, probablement moins d'un million pour la région) ;
- East London, Eastern Cape (100 000 habitants, un peu plus en comptant les banlieues) ;

- Kimberley, Northern Cape (80 000 habitants plus villes adjacentes).



Fig. 4: Les 9 provinces d'Afrique du Sud

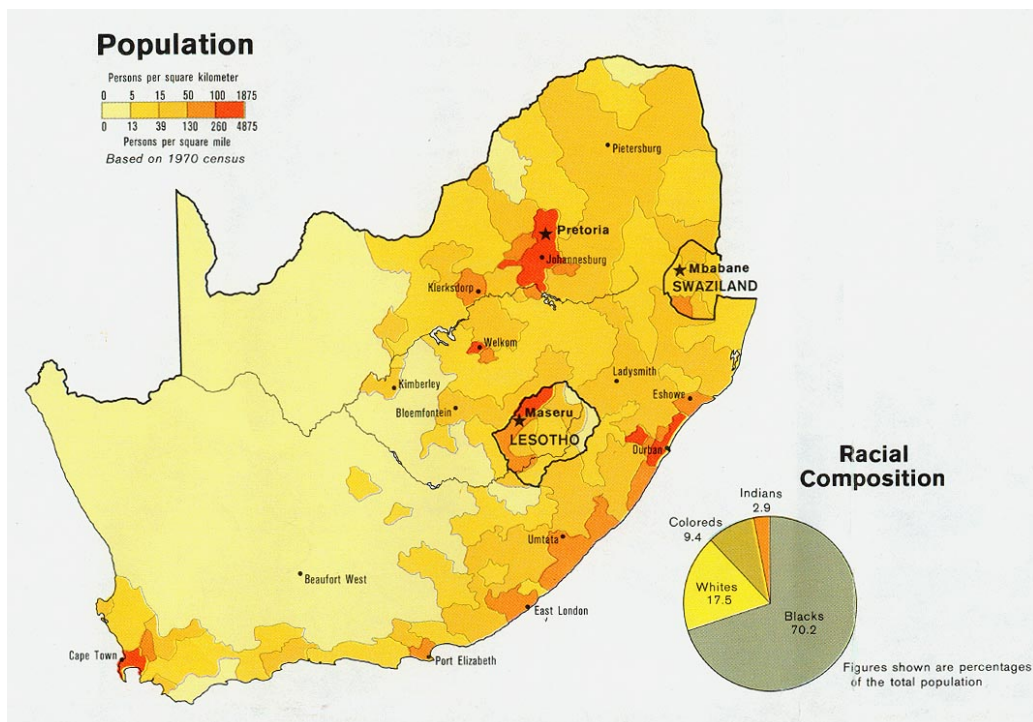


Fig. 5: Densité de population en Afrique du Sud (chiffres 1970, mais la répartition globale a peu changée)

1.5 Fermes, homelands et townships : une introduction aux paysages sud-Africains

Les paysages sud-Africains ont des particularités assez uniques, produits de l'histoire évoquée ci-dessus.

Vous serez, sans doute, surpris de constater l'hétérogénéité du territoire Sud-Africain. Vous y verrez, à quelques kilomètres ou même centaines de mètres d'écart, des agréables rues résidentielles bordées de fleurs et des bidonvilles ; des fermes industrielles et des exploitations de subsistance. C'est évidemment un triste héritage des années d'apartheid, qui ont profondément marqué la géographie du pays. Il faudra sans doute des années ou des générations pour que les communautés se mélangent à nouveau, pour que les inégalités économiques se résorbent entre les homelands et le reste du pays.

a. Les villes

Les villes Sud-Africaines, surtout dans le Transvaal, sont jeunes. Pretoria, une des plus anciennes, date de 1850 ; Johannesburg a grandi dans les années 1890. Il ne faut donc pas y attendre de centre historique... En outre, la plupart ont été victimes de l'urbanisme sauvage des années 1970, qui a conduit à détruire l'essentiel des maisons des centre-ville pour les remplacer par des centres commerciaux et des bureaux. La plupart des villes sont donc peu attractives.



Fig. 6: Breyten (Mpumalanga) : une ville Sud-Africaine parmi d'autres. La ville "européenne" est au centre, avec la zone commerciale au croisement des deux rues principales. Au Nord et au Sud, les townships (Google Earth).

Une ville moyenne Sud-Africaine typique se compose de deux rues principales, bordées de bâtiments en béton très laids abritant les magasins des enseignes principales. Le quartier le plus animé se trouve aux alentours du croisement entre les deux rues principales (elles s'appelaient jadis "Voortrekker str." et "Paul Krüger str.", maintenant c'est plutôt "Nelson Mandela" ou "Thabo Mbeki"). On y trouve les commerces, des vendeurs ambulants, la gare routière (des taxis-minibus). L'ensemble donne généralement une impression de saleté, de manque d'entretien, voire de pauvreté. A l'extrémité des rues principales, on trouve souvent des centres commerciaux des plus classiques.

Partout autour, la ville est un quadrillage régulier ; les parcelles sont grandes, et les maisons sont généralement assez spacieuses, entourées d'un grand jardin fleuri. Les immeubles sont rares, la maison individuelle est de règle.

Dans les plus grande villes, on trouve des développements plus récents, des lotissements à la Française ou des “security complex”, c'est à dire des ensembles de maisons entourées d'un mur et d'un grillage, avec une entrée contrôlée par un garde ; à l'heure actuelle, c'est l'habitat typique de la “middle class” (noire comme blanche) urbaine.

Enfin, en périphérie de la ville, les “townships” occupent les parties anciennement réservées à l'habitation des noirs.

b. Les townships

On considère souvent, en France, “township” comme synonyme de bidonville. C'est une erreur, ou pour le moins un raccourci. Les townships, ce sont simplement —à l'origine— les parties du territoire réservés à l'habitation des noirs. Ce sont donc des agglomérations “parallèles”, installées à la périphérie des villes, pour lesquelles elles servent de réservoir de main d'œuvre. On y trouve donc une large variété de quartiers, des plus riches aux plus pauvres (même si, évidemment, on ne trouve pas tellement de “très riches” dans ces quartiers). Ceci étant, les townships sont rarement dans les parties agréables des villes !

Depuis 1994, la situation évolue tout doucement. D'une part, les différents niveaux de gouvernement ont investis dans les townships pour y amener l'eau et l'électricité¹ ou y construire des maisons. Mais en même temps, les classes supérieures ou moyennes noires ont largement quitté les townships pour des quartiers plus agréables ou mieux situés. Ces quartiers restent donc principalement noirs et pauvres.

Schématiquement, on trouve plusieurs types d'urbanisme dans les townships :

- Des quartiers anciens, établis, dans lesquels on voit une variété de maisons plus ou moins récentes, plus ou moins belles ... comme dans n'importe quelle ville !
- Des secteurs plus récents et plus homogènes, où l'on trouve surtout des alignements de maisons construites en nombre par le gouvernement. Des millions (littéralement !) de ces “maisons boîte d'allumette” (“matchbox houses”) ont été construites depuis 1994.
- D'authentiques bidonvilles (“squatter camps”), qui sont souvent des occupations illégales de terres publiques. Les différents niveaux de gouvernement essayent, avec plus ou moins de succès, de les résorber ou de dissuader les ruraux de venir s'y installer.

c. Les grandes fermes

Les campagnes sont principalement découpées en grandes fermes industrielles ou semi-industrielles². La plupart correspondent plus ou moins au découpage mis en place par les Boers lors de leur arrivée à la fin du XIX^{ème} siècle. Elles font, en général, quelques kilomètres de coté.

Les fermes sont le plus souvent clôturées entièrement ; on n'y rentre qu'en demandant la permission. Plus ou moins au centre, la maison principale [“homestead”) du fermier est entourée des bâtiments agricoles, et des habitations des ouvriers agricoles un peu à l'écart, formant un petit village, parfois avec une école ou un commerce.

L'usage des terres est très variable, selon les régions : arboriculture dans le low-Veldt de Barberton et Nelspruit, agriculture (céréales) sur le haut-Veldt, élevage surtout au Nord (Bushveldt, Limpopo). Il n'est pas rare de voir des fermes entières converties en “game farm”, réserve naturelle privée ; parfois réserve de chasse.

¹ Ce qui crée des problèmes différents maintenant, parce que la construction de centrales électriques n'a pas suivi, et la production électrique globale est parfois un peu insuffisante !

² A ce sujet, il faut aussi préciser qu'en Afrique du Sud, le terme de “ferme” désigne également une subdivision cadastrale, qui peut ou non appartenir à un seul propriétaire



Fig. 7: Cultures irriguées et fermes industrielles, Free State (Google Earth)

d. Les “homelands”

Les anciens homelands (et les grandes fermes rachetées par le gouvernement, et dont les terres ont été partagées et distribuées aux agriculteurs locaux) offrent un aspect totalement différent, et nettement plus “africain”. Il s’agit surtout de villages très peu denses et très étendus, d’agriculture vivrière : la plupart des champs sont directement autour des maisons.

Le paysage typique est formé de maisons dispersées, entourées de champs et de jardins, avec des troupeaux ici et là (et parfois sur la route — la conduite de nuit est à décourager dans ces zones). Ici et là, des villages, un peu plus denses, s’assemblent autour d’un carrefour, d’une église, d’un magasin, d’une école — mais on n’est jamais très loin des habitations. Les routes, non goudronnées le plus souvent, forment un lacs peu pénétrable aux non-initiés ; la signalisation y est incomplète dans le meilleur des cas, la chaussée souvent trouée ; elles sont très fréquentées, pas tant par des véhicules (souvent assez folkloriques) que par des piétons et des troupeaux.

On se doute, bien sûr, que ces régions sont parmi les plus pauvres du pays. L’activité économique (à part l’agriculture de subsistance) y est à peu près nulle, et le chômage touche la majorité des gens. La plupart des enfants sont scolarisés, mais les écoles sont dispersées, surchargées, avec des enseignants peu formés et mal payés. La situation sanitaire, si elle est meilleure que dans bien des pays Africains, reste très mauvaise comparé aux reste de l’Afrique du Sud...

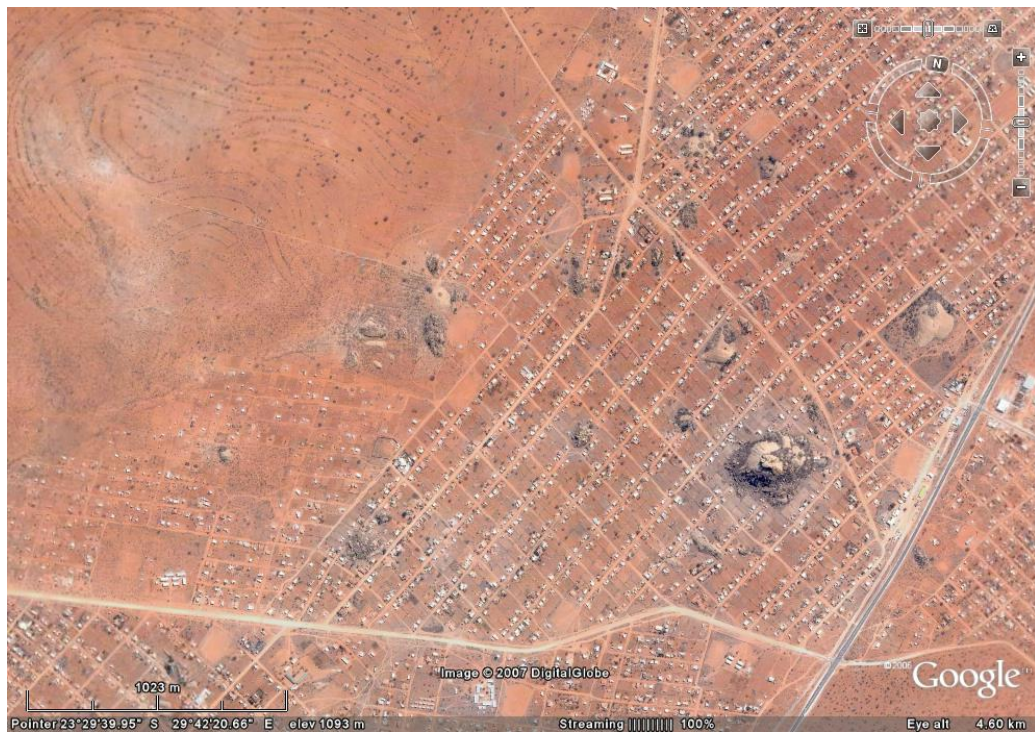


Fig. 8: Un village dans les anciens “homelands” : Matok (cf. jour 10). Notez les petites maisons, chacune entourée de petits champs ou jardins. Près de la route (en bas à droite), on trouve quelques commerces et industries (Google Earth)

2 Un bref résumé d'histoire Sud-Africaine

Vous trouverez sans difficultés des bons résumés d'histoire Sud-Africaine, ne serait-ce que dans les premières pages des guides touristiques. Le court texte qui suit ne vise qu'à donner quelques repères pour mieux comprendre comment l'Afrique du Sud a évolué lors de son histoire moderne.

2.1 Des Hollandais aux Afrikaaners (1640–1830)

Au XVII^{ème} siècle, l'empire colonial et commercial hollandais était en pleine extension. Il était centré sur la riche ville de Batavia (Djakarta actuellement), en Indonésie. Les Hollandais, contrairement à d'autres nations, étaient des commerçants avant tout ; leurs entreprises coloniales ne visaient qu'à dégager un bénéfice. L'empire hollandais était entièrement gérée par une puissante compagnie privée, la V.O.C. (Verrenigde Oost-Indische Compagnie, Compagnie Unie des Indes Orientales), qui construisait les flottes, installait des comptoirs et décidait de la paix et de la guerre, pour le plus grand profit de ses actionnaires.

Sur la route entre l'Europe et Batavia, il y avait bien besoin d'une escale pour ravitailler les bateaux en eau et fruits frais. La région du Cap de Bonne-Espérance était un choix logique, en raison de son emplacement, de son climat modéré et pas trop aride, et de la quasi-absence d'indigènes dans la région ; à l'époque, seules quelques tribus de chasseurs-cueilleurs (les "San", ou "Bushman", ou "Khoisan") et quelques groupes dispersés d'éleveurs (les Hottentots) occupaient ce qui allait devenir la région du Cap.

En 1652, Jan van Riebeeck — premier gouverneur du Cap — installe un petit fort dans la "Table Bay", à l'emplacement de ce qui allait devenir Kaapstadt (Cape Town). A l'origine, il ne s'agissait que d'un point de ravitaillement en eau et en vivres pour les navires — pas question pour la Compagnie d'investir des fonds sans profit, pour développer une colonie au bout du monde ! Pendant plusieurs décennies, la Compagnie sera extrêmement réticente à autoriser (pour ne pas parler d'apporter un quelconque soutien) toute extension de la colonie.

Vers la fin du XVII^{ème}, la politique change peu à peu, sous la direction des gouverneurs Simon et Adriaan van der Stel. En 1681, les premiers esclaves — des Malais et des Malgaches — sont importés au Cap. En 1682, le gouverneur Simon van der Stel fonde la ville de Stellenbosch, à 40 km à l'Est de Cape Town. Entre 1687 et 1690, quelques centaines de familles de Huguenots français, fuyant les persécutions en France à la révocation de l'Edit de Nantes (1685), viennent s'installer au Cap et fondent la ville qui s'appellera Franschhoek. De nombreux Afrikaners s'appellent encore de nos jours de Villiers, du Toit, ou Joubert... Peu à peu, la colonie se développe et on prend conscience du potentiel de la région ; une industrie viticole se met en place.

Dans la colonie, un nouveau peuple se forme. Ces hollandais, nés et vivant sur la terre d'Afrique, mâtinés de Français, côtoyant des Malais et des Africains, ont de moins en moins de points communs avec la mère-patrie ; de plus en plus, ils développent leur propre culture, leur architecture, leur langue, leur mode de vie. Il faudra un ou deux siècles pour qu'ils en prennent conscience — mais déjà, les Hollandais deviennent des Afrikaners. A leur côté vit une importante classe d'esclaves, Malais importés ou descendant des Hottentots ; et des métis, en nombre de plus en plus important. Ils sont les ancêtres de ceux qui, au XX^{ème} siècle, seront connus comme "Cape colored" : un peuple purement Sud-Africain, dont la langue natale est l'Afrikaans, que l'histoire du pays isolera et des Noirs, et des Blancs.

Mais pour certains, l'autorité tatillonne de la Compagnie est de plus en plus insupportable. Tout au long du XVIII^{ème} siècle, on voit des paysans partir avec leur famille, leur chariot, leurs esclaves et leur bétail, vers l'Est, loin de la Compagnie et de ses règles. Ces paysans semi-nomades, les "trekboers", vivent d'élevage, d'un peu d'agriculture. Ils s'installent dans un lieu favorable pour un mois ou pour cinq ans, construisant une maison qu'ils abandonneront en partant. Leurs contacts avec la colonie sont au mieux épisodique : un voyage au marché tout les ans, tout les deux ans peut-être.

Sans contact avec le monde moderne, sans lien avec l'Europe autre que la Bible — précieuse Bible de famille, transmise de génération en génération —, sans autorité autre que celles des pasteurs itinérants, ces descendants des victimes des persécutions religieuses vont développer une mentalité unique. Héritiers des mentalités des Guerres de Religion, ils vont traverser les Lumières du XVIII^{ème} siècle, le libéralisme du XIX^{ème} sans en

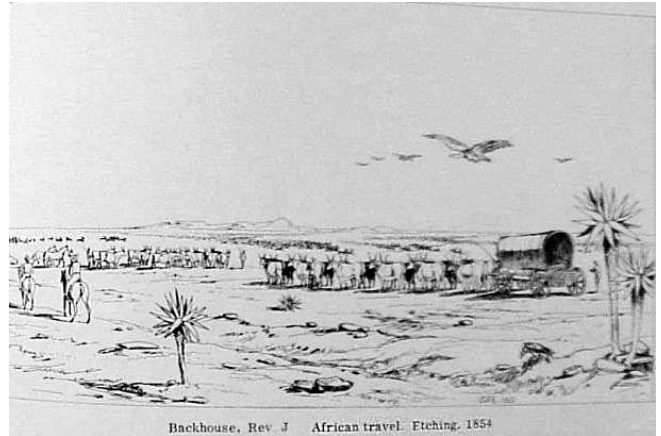


Fig. 9: Les trekboers au XVIIIème siècle

être affectés, et entreront dans le XX^{ème} siècle avec une mentalité d'hommes du XVI^{ème}. Persuadés d'être le peuple élu de Dieu, sûrs de leur bon droit, farouchement indépendants, renfermés sur leur peuple, ceux que l'on n'appelaient pas encore les "boers" étaient en train de construire une nation de fundamentalistes et de fanatiques religieux ...

2.2 De la compagnie à la colonie anglaise

La progression des Trekboers vers l'Est est lente, mais régulière ; vers 1780, ils atteignent la Fish River, dans la région de Port-Elizabeth — et ils butent pour la première fois contre un autre peuple, structuré et organisé : les Xhosas.

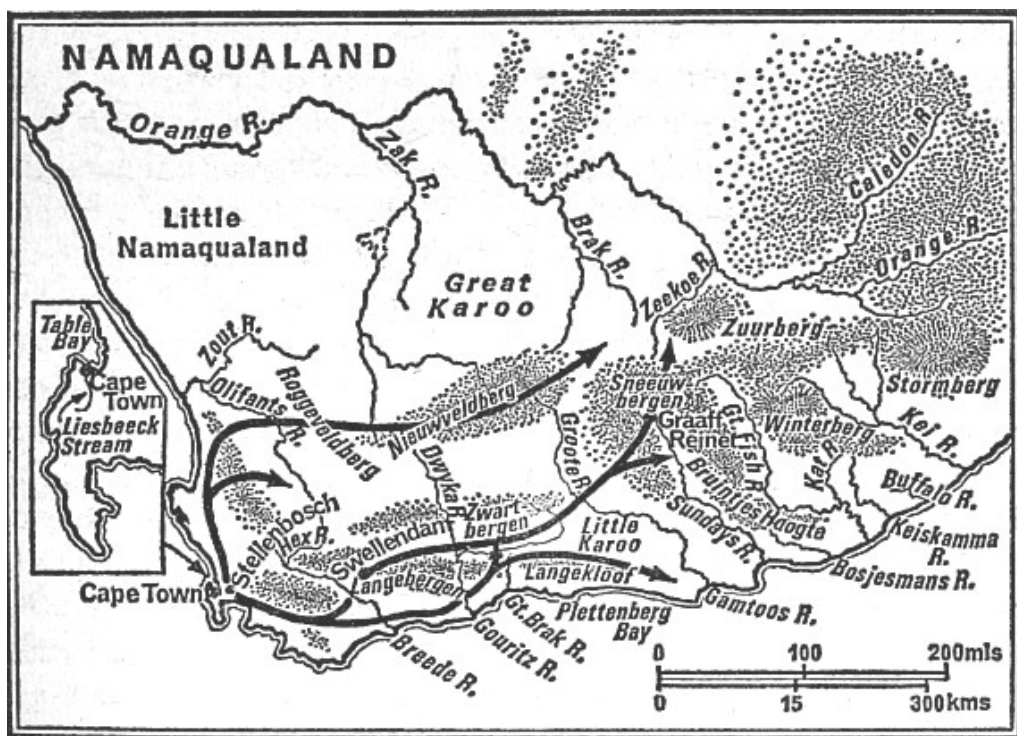


Fig. 10: L'extension des trekboers juque vers 1820

Les Xhosas étaient la pointe avancée de la grande migration des peuples Bantous. Ces éleveurs semi-nomades progressaient dans les terres fertiles de l'Est de l'actuelle Afrique du Sud, en provenance d'Afrique centrale, au rythme de quelques kilomètres par an, au hasard des installations de jeunes aventuriers ou ambitieux sur de nouvelles terres, à l'écart du village natal. A l'époque, les Xhosas avaient une organisation politique lâche, mais bien réelle ; et une force militaire suffisante pour stopper l'avancée des Européens.

Derrière les trekboers, la colonie progresse doucement. Swellendam et Tulbagh sont fondés vers 1750, et peu à peu le pays se structure, des fermes s'installent, des routes sont construites. Mais la colonie, toujours sous contrôle de la Compagnie déclinante, manque cruellement d'infrastructures et reste un endroit reculé et peu développé, à l'écart du vaste monde. Les Indes orientales ont perdu de leur activité économique, les progrès de la navigation rendent l'escale au Cap moins indispensable.

Le coup de grâce est donné lors des guerres de la Révolution et de l'Empire. Au hasard d'un des traités de paix, l'Angleterre se fait attribuer la colonie du Cap, qui passe sous le contrôle de la couronne britannique.

Les Britanniques vont, au cours du XIX^{ème}, largement mettre en valeur la colonie. Une série de gouverneurs entreprenant fondent des villes, construisent des routes, ouvrent des cols de montagne, rendent possibles les communications, naguère hasardeuses. Des Anglais immigreront dans la colonie du Cap. Sur la frontière Xhosa, ils fondent la ville de Grahamstown en 1820, comme un avant-poste militaire, peuplé de colons anglais, pour essayer de stabiliser la frontière. Entre l'expansionnisme Xhosa (dans une culture qui a besoin de nouvelles terres pour nomadiser ou pour permettre aux jeunes de s'émanciper), et l'intransigeance (et l'expansionnisme) des boers, le gouvernement de la Colonie, disposant de moyens limités, a du mal à imposer une politique cohérente. Des phases d'apaisement (au grand mécontentement des boers) et d'opération militaires alternent pendant 30 ans. Mais les Anglais sont de plus en plus forts, et les Xhosas ne peuvent qu'admettre la réduction de leur territoire, traité après traité ; en 1846, l'ensemble du pays Xhosa est annexé à la Colonie.

2.3 Le “grand trek” et les Républiques Boers (1830–1880)

Depuis l'arrivée des Anglais, les malentendus et le ressentiment n'ont fait que croître entre Anglais et Boers. La politique d'apaisement épisodique sur la frontière Xhosa est inacceptable pour les boers. L'usage de la langue anglaise dans l'administration est perçue comme une insulte par les afrikaanophones, et la main-mise croissante du gouvernement est insupportable aux Boers jaloux de leur autonomie.

Surtout, le choc culturel est immense entre les Boers, fondamentalistes, messianiques et indépendants ; et les Anglais, portés par la philosophie des Lumières et dans les débuts de la révolution industrielle. Les missionnaires anglais s'installent sur la frontière du pays Xhosa pour évangéliser ; ils sont choqués par le comportement des Boers vis à vis de leurs esclaves ou serviteurs. Les Boers en retour, sûrs de leur bon droit de peuple élu de Dieu, ne peuvent pas comprendre ce reproche. Les Anglais tentent de contrôler ou de punir les abus de pouvoirs des Boers sur leurs serviteurs, suscitant l'indignation des Boers, qui se sentent de plus en plus opprimés et persécutés par les Anglais.

En 1833, l'esclavage est aboli sur toutes les terres britanniques. C'est une mesure incompréhensible et inacceptable pour les Boers. Les plus mécontents, convaincus de leur mission divine et persuadés que Dieu leur a donné une terre promise, quittent en 1835 la Colonie pour échapper à la tutelle britannique. Pendant 4 ans, 14000 personnes partiront, avec chariots, familles, serviteurs et bétail, à la recherche de leur terre promise. Les chefs des “Voortrekkers” — Louis Trichardt, Hendrik Potgieter, Gert Maritz, Piet Retief, Andries Pretorius— deviendront les héros du peuple afrikaner.

Le hasard de l'Histoire a voulu que les Voortrekkers arrivent dans une région bouleversée par la guerre, ou plutôt les guerres. En effet, dès 1816, l'obscur tribu des Zoulous était gouvernée par le chef Shaka. Mégalo-mane, paranoïaque, despotique, Shaka avait organisé les Zoulous, qui avaient conquis, détruit et fait régner la terreur sur le Nord de l'actuel Kwazulu-Natal, formant un des plus puissants royaumes de la région. Après l'assassinat en 1828 de Shaka, tombé dans une sanglante folie, de nombreux groupes s'étaient mis en mouvement —pour fuir le Zouloulouland, pour chercher de nouvelles terres, etc. Parmi ceux-ci, les Ndebele fuirent le Zouloulouland avant de s'installer dans l'actuelle province du Limpopo, laissant sur leur passage une sanglante trace de massacres et de pillages. Pendant une dizaine d'années, les répercussions de cette Mfecane (“période troublée”) se feront



Fig. 11: Un "laager" (camp de chariots) des Voortrekkers

sentir dans toute l'Afrique Australe, mettant en mouvement des populations, laissant inoccupées les terres et les villages...

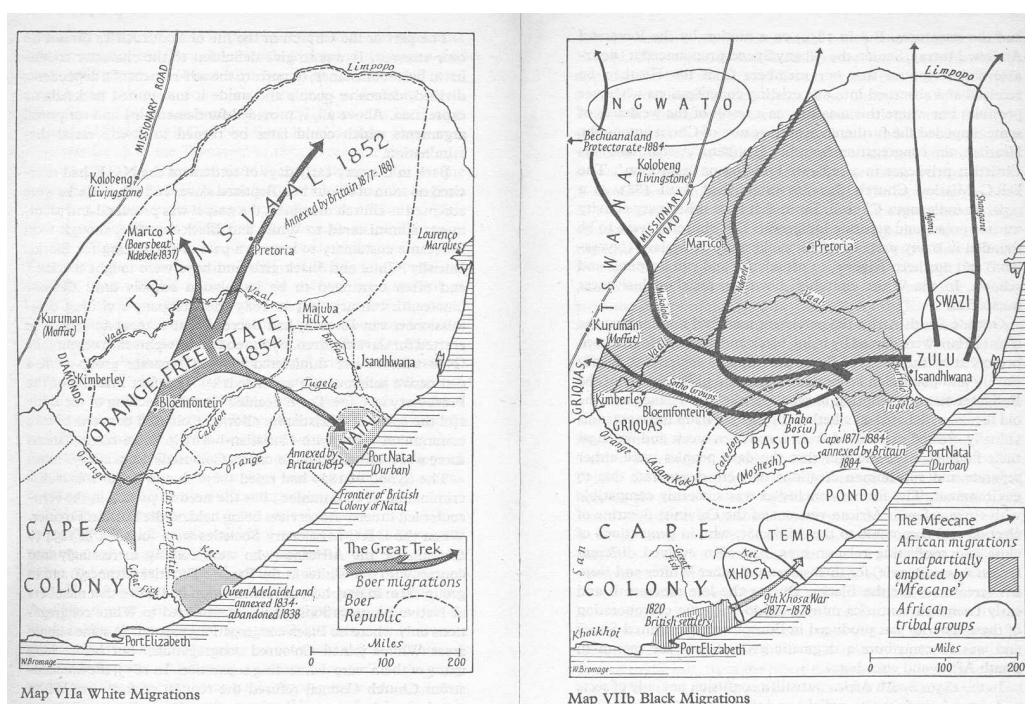


Fig. 12: Les migrations du XIXème siècle : grand trek et Mfecane

L'arrivée des Voortrekkers, dans ce contexte, leur a sans doute facilité la tâche, en leur permettant de s'installer sur les terres abandonnées avec un minimum d'opposition. Après la traversée du Karoo, certains s'installent dans les plaines immédiatement au Nord du fleuve Orange (ce qui deviendra l'"Etat Libre d'Orange"). D'autres traversent la Vaal, et coloniseront le "Transvaal". D'autres enfin, contournant les montagnes de l'actuelle Lesotho, descendent dans les plaines fertiles du Zouloulund ; là, ils détruisent l'armée zouloue à la bataille de Blood River (16 décembre 1838), où moins de 500 boers triomphent d'une armée de plusieurs milliers de Zoulous, en tuant 3 à 5000 pour deux (!) victimes coté boer. L'ampleur de la victoire permet l'installation des Boers au Natal ; elle permet surtout aux Boers de voir un signe évident de leur alliance avec Dieu et de leurs droits sur la terre promise.

La république boer de Natalia, cependant, sera de courte durée. En 1843, les Anglais —présents depuis 1820 à Port-Natal, renommé en 1835 en Durban : basse flatterie à l'égard du gouverneur d'alors, Sir Benjamin D'Urban— inquiets de la présence des Boers si près de la mer, annexent la république de Natalia. Les Boers repartent alors vers l'intérieur, et fondent deux états, déjà peuplés de quelques dizaines de milliers de citoyens



Fig. 13: La bataille de Blood River.



Fig. 14: Le monument, construit dans les années 30, sur le site de la bataille et célébrant la victoire boer.

(blancs) en 1850 : L'Etat Libre d'Orange (Oranje Vrye Staat) et le Transvaal (sa capitale, Pretoria, est fondée en 1855 et nommée d'après le nom du héros de Blood River, Andries Pretorius). Dès le début, elles sont basées sur le principe de la stricte inégalité raciale, et sur une forme de théocratie : ce sont les pays donnés par Dieu à son peuple élu, le peuple Afrikaner.

A partir des années 1860, l'ensemble de l'Afrique du Sud — les colonies du Cap et du Natal, comme les républiques du Nord, que l'Angleterre n'a d'ailleurs pas reconnues — s'enrichit. D'abord lentement, par les ressources agricoles : vin et fruits du Cap, canne à sucre du Natal (c'est à cette période que le manque de main d'œuvre locale a amené à l'immigration massive de travailleurs indiens au Natal, dont des milliers ont fait souche et restent de nos jours une communauté bien distincte). Puis, à partir de la fin de la décennie, le pays connaît un boom économique sans précédent, suite à la découverte de diamants à Kimberley (dans le Cap, mais juste à la frontière de l'Etat Libre). Des fortunes se créent — celle, en particulier, de Cecil Rhodes, qui fonde la de Beers, qui reste de nos jours la plus importante compagnie diamantaire au monde. Dans le Cap, les infrastructures progressent de façon spectaculaire et le pays prend un visage moderne. Politiquement, la question du vote (ou au moins de la représentation) des “coloured” du Cap commence à se poser, non pas tellement en terme de “est-ce que...”, mais plutôt de “quand” et “comment”. La colonie, comme le reste des “dominions” britanniques, connaît une large autonomie interne.

Dans les années 1870, l'Empire britannique, comme le reste des puissances coloniales européennes, entre dans une phase d'expansion frénétique. Cecil Rhodes, entrepreneur et Premier Ministre de la colonie du Cap, finance et organise une expédition vers le Nord, qui conquiert les territoires au Nord du Limpopo, où est bientôt fondée la colonie de Rhodésie (Zimbabwe depuis 1979, du nom de l'ancienne capitale, abandonnée vers 1450, de l'empire Bantou qui occupait alors cette région). En 1877, sous un vague prétexte, les Britanniques occupent et annexent le Transvaal — ils en seront chassés militairement par les Boers en 1880, renforçant la foi des Afrikaners en leur destin de peuple élu, et forçant Londres à finalement reconnaître l'indépendance du Transvaal.

Dans le même temps, enfin, les Afrikaners du Cap affirment de plus en plus leur identité, et se définissent comme des Afrikaners, non plus des Hollandais. En 1875, Gideon Malherbe fonde à Paarl (50 km de Capetown) la “société des vrais Afrikaners” ; la langue Afrikaans est codifiée et formalisée, des textes sont traduits et des livres imprimés en Afrikaans (et plus en Hollandais). En 1887, le “Victoria College” est fondé à Stellenbosch : il deviendra 30 ans plus tard l'Université de Stellenbosch, qui reste essentiellement afrikaanophone jusqu'à nos jours et sera le berceau idéologique de l'apartheid dans la première moitié du XX^{ème} siècle.

2.4 L'or et la Guerre des Boers (1899–1902)

L'histoire se précipite en 1886. C'est cette année-là, en effet, que sur le Witswatersrand (la "crête aux eaux blanches"), à 50 km au Sud de Pretoria, on découvre de l'or — en quantités énormes, près de 40 % des réserves mondiales. C'est la ruée vers l'or. Dès la fin de l'année, un camp de prospecteur s'est installé sur le site de la découverte, et est baptisé "Johannesburg", du nom de deux obscurs inspecteurs des mines de la république du Transvaal (Johann Rissik et Johannes Joubert). En 1896, Johannesburg compte déjà une population blanche de 90000 habitants —on ne sait pas combien de noirs— dont beaucoup sont venus directement d'Europe pour chercher fortune.

Les Boers du Transvaal (présidés par Paul Krüger) sont numériquement submergés. Leur pire cauchemar — retomber sous le contrôle des Anglais et se voir arraché leur terre promise— semble en voie de se réaliser. Ils verrouillent la vie politique du Transvaal, imposant des conditions draconiennes au droit de vote, qui excluent de fait les "uitlanders" de toutes décisions tout en exploitant leur richesse.

Cecil Rhodes exploite ces tensions pour réaliser son rêve impérial : regrouper sous les couleurs britanniques le Cap et les républiques boer, et construire un Empire britannique "du Cap au Caire". En 1896, il organise un raid mal inspiré sur Johannesburg, qui est un échec cinglant, et ne contribue qu'à accroître les ressentiments. Emporté par la débâcle, Rhodes démissionne et meurt peu après.

En 1899, la guerre éclate entre les deux républiques du Transvaal et de l'Etat Libre, et l'Empire britannique. Malgré la disproportion invraisemblable des forces en présence, les Boers exploitent leur connaissance du terrain, leur mobilité supérieure et leur audace pour infliger défaite sur défaite aux Anglais. Mais la supériorité numérique britannique finit par se faire sentir — au total, près d'un million de soldats de toute l'Empire combattront quelques dizaines de milliers de Boers—, et à la fin de 1900 les républiques sont conquises.

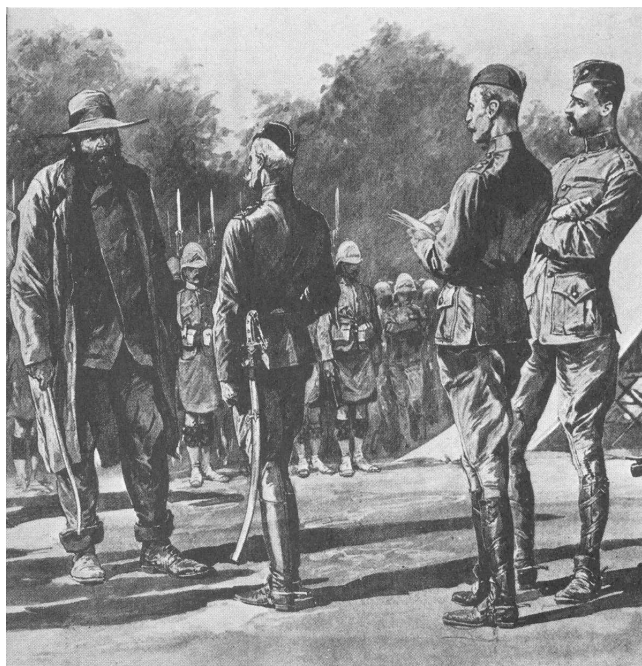


Fig. 15: La reddition des "troupes régulières" boers (Général Cronje) à Lord Roberts, commandant en chef Britannique (1900)

Mais la guerre ne s'arrête pas là. Les Boers, vaincus, s'engagent dans une guérilla contre les Britanniques. Harcelés et impuissants, ceux-ci ne savent pas comment réagit et hésitent entre une politique de pacification et une politique de répression. Ils finiront par recourir à la "terre brûlée" : les fermes boers sont détruites, les femmes et les enfants internés dans des camps, où plusieurs milliers meurent de maladie et de malnutrition... Pourtant, les "commandos" boers, insaisissables, narguent l'armée britannique, lançant des raids audacieux jusqu'à la région de Capetown avant de se glisser entre les soldats britanniques pour revenir au Transvaal. Il faudra attendre Mai 1902 pour que les derniers leaders boers se rendent, finalement soumis par l'épuisement et

des conditions de paix assez favorable (traité de Vereeniging, 31 Mai 1902). La haine des Afrikaners pour les Anglais atteint de nouveaux sommets.

2.5 De l'Union Sud-Africaine à la victoire du Parti National(1902–1948)

Dès la fin de la guerre, les Anglais essayent de construire le futur avec les Afrikaners modérés, conduits par Jan Smuts, ancien général boer de la guerre. Dès 1910, une Union Sud-Africaine est créée, bénéficiant d'une assez large autonomie dans l'Empire britannique : comme les autres "dominions", elle gère l'essentiel de ses propres affaires sans interférence de Londres. L'Union est composée de quatre Provinces : le Transvaal, l'Etat Libre, le Cap et le Natal. Chaque province reste assez largement autonome politiquement.

Sous le gouvernement de Smuts (de 1910 à 1948, il fût Ministre pendant 29 ans et Premier Ministre de 1919 à 1924 et 1939 à 1948), L'Union reste un membre loyal du Commonwealth. Elle combat aux cotés de l'Angleterre lors des deux guerres mondiales, bien que les Afrikaners les plus nationalistes aient à chaque fois poussé à la neutralité, voire à l'alliance avec les Allemands — certains seront d'ailleurs emprisonnés pour divers actes de sabotage ou d'insurrection. Durant la Première Guerre Mondiale, les Sud-Africains chassent les Allemands du Sud-Ouest Africain (l'actuel Namibie), et en prennent le contrôle de fait jusqu'en 1990 — malgré une situation juridique floue. Les soldats Sud Africains combattent en France. Lors de la Seconde Guerre Mondiale, ils représentent une part importante de l'armée "anglaise" en Libye.

A l'intérieur, le développement économique se poursuit. En 1924, du Platine est découvert près de Burgersfort, dans le Transvaal : c'est le complexe du Bushveldt, le plus grand gisement de platinoïdes du monde. Ces nouvelles richesses viennent s'ajouter à l'or et aux diamants... Comme dans toutes les colonies de l'époque, ce sont surtout les blancs qui en profitent, les noirs n'étant autorisés qu'à servir de main d'œuvre non qualifiée. Pourtant ici et là, on voit apparaître des écoles (en particulier sous l'influence des missionnaires) et des universités pour les "africains" (Fort-Hare, dans le pays Xhosa). Des Noirs deviennent professeurs, médecins, avocats (Mandela est avocat, formé à Fort-Hare et à Witswatersrand, une des universités les plus prestigieuses du pays, dans les années 1940).

Dans l'entre-deux-guerres, l'Afrique du Sud est politiquement et culturellement partagée entre deux tendances contradictoires. Les "Anglais" sont partisans du Commonwealth, ouverts aux évolutions du monde, de tendance assez libérale. Ce sont souvent des citadins, artisans ou entrepreneurs. Les Afrikaners sont des paysans. Ils héritent de la mentalité de leurs pères, et continuent à se voir comme le peuple élu de Dieu, vivant sur sa terre promise. Les retrouvailles entre les descendants des Voortrekkers du Transvaal, et les intellectuels afrikaners du Cap, amène peu à peu à la synthèse des deux nationalismes — le nationalisme fanatique et un peu brut des Voortrekkers, et les théorisations politiques et théologiques des intellectuels de Stellenbosch.

Le gouvernement de Smuts — Afrikaners modérés et Anglais — navigue entre les deux, un peu au coup par coup. L'Afrique du Sud reste solidement ancrée dans le Commonwealth, à la grande fureur des nationalistes afrikaners. Mais, en partie sous l'influence de l'idéologie nationaliste, une ségrégation raciale de droit se met en place peu à peu : bien sûr, la ségrégation et l'exploitation étaient des réalités dans la totalité des colonies de l'époque, mais la tendance était à l'émancipation, et il n'y a qu'en Afrique du Sud qu'elle a fait l'objet d'un projet politique construit. Dès les années 1910–1920, les emplois qualifiés sont légalement réservés aux Blancs ; il est interdit aux Noirs de résider ailleurs que dans des zones spécifiques ; etc. Mais à cette époque, la situation reste assez contrastée entre les anciennes républiques boers, où les non-européens sont privés de tous droits politiques, et le Cap (et le Natal dans une moindre mesure), où les métis ont un droit de vote limité (il sera supprimé en 1936, et remplacé par un "parlement" spécifique aux Métis).

Dès 1912 enfin, un parti qui en 1923 deviendra l'ANC (African National Congress) est fondé, et une résistance politique noire commence à se développer et à prendre de l'ampleur. A la fin des années 1940, un groupe de jeunes membres de l'ANC (autour de 30 ans) prennent le contrôle du parti : des nommés Walter Sisulu, Oliver Tambo et Nelson Mandela.

2.6 La politique d'apartheid (1948–1994)

Dans les années précédentes, les nationalistes afrikaners s'étaient organisés et avaient théorisé leur doctrine. Une organisation secrète, le "Broederbond", s'était donné pour tâche de contrôler la population et d'infiltrer l'appareil de l'état. Des intellectuels afrikaners, proches de l'Eglise Réformée Hollandaise, avaient développé un corps de doctrine cohérent. Un parti, le Parti National, s'était construit. En 1948, lors des élections générales, le Parti Unioniste de Smuts est battu, et les Nationalistes, conduits par Daniel Malan, arrivent au pouvoir. Les Afrikaners nationalistes attendaient ce moment depuis des générations : enfin, le "volk" (peuple) afrikaner est maître chez lui et peut construire un état conforme à ses valeurs.

Le Parti National arrive au pouvoir armé d'une philosophie et d'un projet politique cohérent. La base idéologique est celle d'un état théocratique³ :

L'Etat a été créé par Dieu, et il existe au-dessus et indépendamment de ses citoyens ; contrairement aux théories de Rousseau, il n'est pas une invention humaine, fruit d'un "contrat social". Toute autorité vient de Dieu ; elle est confiée au gouvernement, qui doit en user selon les volontés divines. L'autorité de l'Etat est donc indivisible, il ne peut y avoir de séparation entre les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Un Chrétien ne doit pas considérer le droit de vote comme l'autorisant à faire les lois — c'est un attribut de l'Etat —, mais comme un symbole de la souveraineté divine. Le droit de vote est un don de Dieu à ceux qui sont assez matures pour l'exercer ; ceux qui en sont privés ne sont donc pas opprimés. Les groupes en rébellion ouverte contre Dieu (comme les communistes) ne peuvent se voir confier le droit de vote, ni celui de former des partis politiques, et il est du devoir de tout Chrétien de faire son possible pour qu'un gouvernement chrétien soit établi.

Peut-être méconnue en France, cette base idéologique est le cœur et la motivation de la politique d'apartheid, qui va se mettre en place à partir de 1948, et dont chacun connaît les manifestations extérieures : classification de tout Sud-Africain en fonction de sa race ("Population registration act", 1950) ; quartiers de résidence déterminés par l'appartenance raciale ("Group area act", 1950 et 1957) ; interdiction des mariages inter-raciaux ("Prohibition of mixed marriages act", 1949) ; équipements publics séparés pour les différentes races ("Separate amenities act", 19XX) ; mise en place de systèmes d'éducatifs différents selon les races ("Bantu education act", 1953), et création d'écoles et d'universités séparées — alors que jusqu'alors, les Noirs avaient au moins en théorie accès aux universités "blanches".

Fondamentalement, cette politique n'est pas cynique ou intéressée (ce qui ne la rend pas sympathique pour autant, évidemment !) : elle vise à préserver la pureté du "volk" afrikaner, peuple élu de Dieu. Naturellement, c'est à ce peuple élu qu'a été confiée la terre promise d'Afrique du Sud, et il lui appartient de la gouverner, et de diriger les peuples qui y vivent. Dans la société idéale, les races sont séparées et hiérarchisées selon la place que Dieu a accordé à chacune — les Afrikaners à la plus haute place.

Poussée à son extrême, cette logique devait amener à la séparation physique, territoriale entre les différentes races. A partir des années 1960, sous la direction de Hendrik Verwoerd (Premier ministre, 1958–1966), le gouvernement crée des "homelands" (ou bantoustans). Il s'agit de créer des régions réservées aux Noirs, dans lesquelles ils pourraient vivre sans aller se mêler aux blancs — la main d'œuvre noire, travaillant dans les zones blanches, n'y sera donc admise que pour son travail. Si les premiers projets prévoyaient une surface relativement généreuse (bien que ne représentant qu'une fraction du territoire...), les réticences des propriétaires et les limitations budgétaires feront que les homelands seront, pour finir, encore plus petits, encore plus privés de ressources économiques. Il faut regarder une carte et voir comment les frontières des homelands, étrangement découpées, prennent soin de contourner toute route, ville, mine ou ressource économique potentielle...

C'est ainsi qu'on verra se développer une large population de travailleurs "migrants", contraint d'aller travailler dans les grandes villes en laissant leur famille dans le homeland. C'est ainsi que des Noirs ayant vécu toute leur vie dans une ville en seront chassés, pour être "rapatriés" dans le "pays" de leur "peuple". Par à-coups, les gouvernement tenteront de développer des industries à proximité des homelands, pour fournir des emplois ; loin des grandes villes, des routes, des centres économiques ; avec un budget qui ne fût jamais à la mesure des besoins ou même des projets ; cette politique ne fût jamais un succès.

³Je cite, en ne le reformulant qu'à peine, un texte de l'Eglise Réformée Hollandaise — celle de Daniel Malan —, écrit en 1951.

Sous le gouvernement de John Vorster (1966–1979) un nouveau pas est franchi. Dans la logique de séparation, mais aussi pour répondre à la contestation intérieure et internationale, l’“indépendance” est accordée à certains des homelands (les plus avancés dans la mise en place de leur structure) : Transkei, Ciskei, Venda et Bophutatswana. Evidemment, cette indépendance —de pure forme— ne sera jamais reconnue que par le gouvernement sud-africain. Elle a en tout cas comme conséquence concrète de transformer des milliers de Noirs sud-africains en étrangers dans leur propre pays, soumis à des lois d’immigration tatillonnes.

Naturellement, la résistance et la contestation sont vives. A l’intérieur, plusieurs partis apparaissent ; le plus important est l’ANC, qui en 1955 se dote d’une “charte de la liberté”, pour une démocratie non- raciale. Dès cette période, l’ANC sera un parti non-racial, où on trouvera des indiens (du Natal), des Métis, et même quelques blancs. A coté, des partis moins importants ne sont pas moins actifs : le PAC (Pan-African Congress), un parti “africaniste” hostile à la coopération inter-raciale ; le Parti Communiste, principalement blanc et clandestin ; et quelques partis d’opposition, blancs, qui seront plus ou moins représentés au Parlement — en dépit de découpages électoraux conçus dans le seul but de donner une majorité au Parti National, puis (dans les années 1970 et 80) de diverses tracasseries administratives ou policières.

Dans les années 1950 et 60, l’ANC organise grèves, manifestations, etc. —sans autre effet que de durcir la repression. En 1960, constatant l’échec de la non-violence, qui était la politique du mouvement d’alors, Mandela quitte l’ANC pour créer Umgkonto We Sizwe (“la lance de la nation”), un mouvement de lutte armée, clandestin. Mandela est arrêté en 1962 et est condamné à la prison à perpétuité au terme d’un procès qu’il transforme en tribune politique. Mandela, juriste de formation, a habilement utilisé toutes les garanties que le système juridique hérité de l’Angleterre accorde à la défense pour affirmer ses opinions ; il achève sa plaidoirie ainsi :

“ It could not be denied that our policy to achieve a non-racial state by non-violence had achieved nothing [...] The times comes when there remains only two choices — submit or fight. [...] It’s a struggle for the right to live [...] During my lifetime, I dedicated myself to this struggle of the African people. I have fought against white domination, and I have fought against black domination. I have cherished the ideal of a democratic and free society in which all persons live together in harmony, and with equal opportunities. It is an ideal which I hope to live for and to achieve. But, if need be, it is an ideal for which I am prepared to die.”

A partir des années 1970, la réprobation internationale monte et se fait de plus en plus pressante, au fur et à mesure de la décolonisation. De la “réprimande” fraternelle, on passe aux mesures concrètes : annulations de visites, isolement sportif ... Puis à l’embargo (sur les armes et les produits stratégiques), et pour finir, dans les années 1980, au boycott international. Si les sanctions n’ont d’abord que peu d’effet sur l’Afrique du Sud — après tout, un pays construit sur les plus importantes ressources minérales du monde, et qui plus est un allié occidental fiable, peut se permettre d’ignorer un certain nombre de pressions !—, elles finissent quand même par peser sur l’économie, et contribueront au retournement progressif de l’opinion publique (blanche).

En Afrique Australe, le régime est de plus en plus isolé. Le gouvernement blanc de Rhodésie est contraint en 1978 d’accorder d’accepter un gouvernement majoritaire, qui se met en place en 1980 (le pays devient alors le Zimbabwe). Dans le Sud-Ouest Africain (Namibie), annexé de fait par l’Afrique du Sud, les mouvements indépendantistes, soutenus par le gouvernement de l’Angola voisin, prennent de plus en plus de pouvoir. Les colonies portugaises — Angola et Mozambique—, indépendantes en 1975, sont aussitôt gouvernés par des partis marxistes, naturellement farouchement opposés au régime Sud-Africain. L’ANC installe des bases et des camps d’entraînement dans ces pays ; l’Afrique du Sud en réponse soutient les mouvements de guérilla angolais et mozambiquais. Dans les années 1980, l’Afrique du Sud est de fait engagée dans une guerre plus ou moins ouverte contre la plupart de ses voisins — une guerre d’autant plus difficile à soutenir que l’embargo international interdit toute importation d’armes ou de matériaux stratégiques, au moins officiellement. A l’intérieur, la résistance se radicalise, au point que l’armée Sud-Africaine se retrouve lourdement engagée dans des opérations de maintien de l’ordre et de répression à l’intérieur (dans les townships en particulier, qui dans les années 1980 échappent largement à l’autorité du gouvernement).

Face à cette situation, le gouvernement (de John Vorster, puis de Pieter W. Botha à partir de 1978) durcit sa politique. Les Afrikaners se sentent en état de siège, victimes d’un “total onslaught” (une attaque globale) de la part des forces qui les entourent : Noirs, Communistes, Anglais. Pour répondre à cette politique, il faut mettre le pays en ordre de bataille, et se préparer à combattre. Plusieurs lois réprimant les libertés politiques ou portant

atteinte aux droit individuel sont ainsi votées dans cette période, mettant à mal le système judiciaire hérité des Britanniques. Le service militaire est obligatoire pour tous les garçons (blancs, bien sûr) ; il dure deux ans, et se déroule souvent “au front” dans le bush d’Angola ou les townships.

Le soutien idéologique des Blancs s’effrite peu à peu. Des voix dissidentes se font entendre —et plus seulement de la part des Anglais, mais aussi des Afrikaners (André Brink est sans doute le plus connu en France). Des jeunes émigrent à Londres ou en Amérique, surtout les jeunes qualifiés. Mais la majorité blanche reste silencieuse ; après tout, la vie reste belle, et puis, par quoi remplacer le système ?

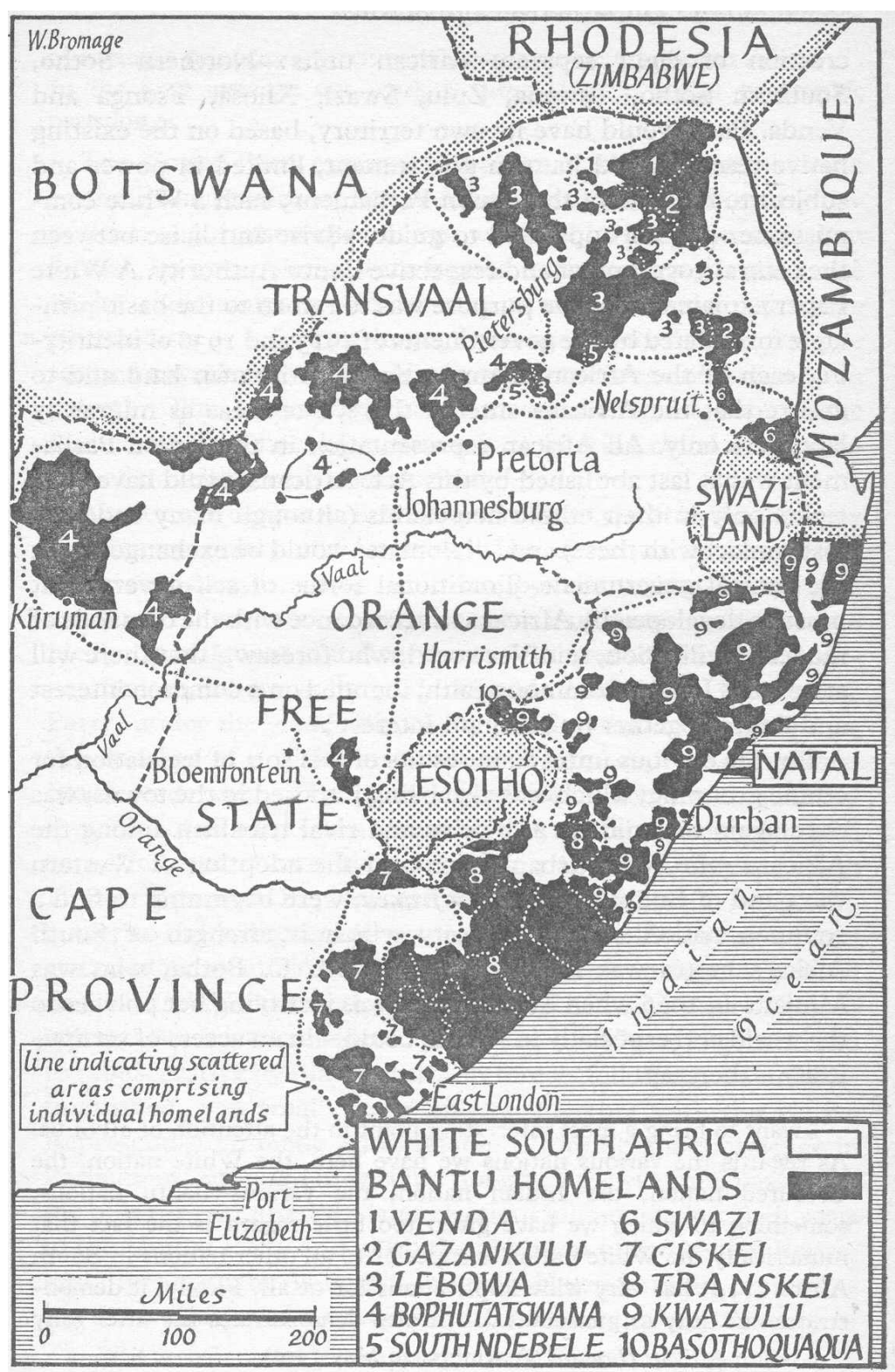


Fig. 16: Les homelands "indépendants" dans les années 1970

2.7 La fin d'une époque (1990–1994)

A la fin des années 1980, la situation devient intenable. L'économie est sévèrement atteinte par les effets de la guerre et du boycott. L'opinion internationale est unanimement opposée à la politique du gouvernement, et la fin de la Guerre Froide prive le pays du soutien —plus ou moins ouvert, plus ou moins réticent, mais soutien quand même— du bloc occidental. A l'intérieur, la majorité des Blancs sont conscient que la situation ne peut plus durer. Mais comment sortir de cette situation ? Comment garantir les droits d'une minorité blanche dans la nouvelle Afrique du Sud ?

Le gouvernement essaye quelques timides réformes. En 1982 déjà, Pieter Botha faisait voter une nouvelle constitution, donnant plus de pouvoir aux Métis. Les lois ségrégationnistes les plus mesquines (Separate Amenities Act) sont abrogées au milieu des années 1980. Nelson Mandela et ses camarades, emprisonnés sur Robben Island au large de Cape Town, sont transférés dans une prison relativement confortable sur la terre ferme, et se voient de facto reconnu leur statut de prisonniers politiques. Mais Pieter Botha n'ose pas "franchir le Rubicon" et engager son pays dans une nouvelle voie.

C'est à son successeur, Frederick W. de Klerk (premier ministre en 1989) qu'il appartiendra de sauter le pas. Après quelques mois de négociations discrètes, Nelson Mandela est libéré en février 1990, après 27 ans de prison. Lors de son premier discours, quelques heures après sa sortie de prison, il réaffirme son engagement pour une Afrique du Sud multi- raciale, et son refus du revanchisme et de la haine inter- raciale.

Les quelques années qui suivent sont chaotiques. Les négociations entre l'ANC et le gouvernement se déroulent sur fond de violence de moins en moins larvée. Les partis opposés au changement —extrémistes afrikaners bien sûr, mais aussi certains des dirigeants des homelands, et certains leaders qui essayent de tirer leur épingle du jeu, comme Buthelezi, chef du parti zoulou IFP— font monter la tension, refusent, puis acceptent de participer aux négociations. L'armée Sud-Africaine envahit les homelands pour les réintégrer dans la république. La guerre civile entre l'ANC et l'IFP, pour le contrôle des townships, fait des centaines de morts par mois. Les extrémistes blancs s'agitent, stockent des armes, fomentent des complots. La tension culmine quand en 1993, Chris Hani, leader du parti communiste, est assassiné. A son enterrement, la direction de l'ANC —Mandela en tête— apaise la foule et prône la modération.

Le gouvernement, dès 1991, abroge les mesures les plus spectaculaires de l'apartheid. Mais il reste encore à inventer un futur. A Kempton Park, près de Johannesburg, les négociations sont âpres, entre l'ANC qui défend un état multiracial, les partis extrémistes (IFP, extrémistes afrikaners) qui cherchent la partition de l'Afrique du Sud en états ethnique, et le Parti National qui essaye d'abord de mettre en place un système de partage du pouvoir entre communautés, avant de se rallier à la position de l'ANC : "one man, one vote". En mars 1992, pour débloquer la situation, F. de Klerk demande par référendum (aux Blancs) si ils "approuvent la poursuite des réformes" ; la réponse est oui, à une large majorité. En février 1993, les accords finaux sont signés ; ils prévoient des élections libres en 1994, et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale le temps qu'une nouvelle constitution soit rédigée et votée.

En avril 1994, les premières élections libres se déroulent dans le calme, et dans une intense émotion. Comme il était prévisible, l'ANC remporte une large victoire, 63 % —pas assez large cependant pour lui donner la majorité des deux-tiers nécessaire à l'approbation de la nouvelle constitution. Le Parti National obtient quand même 20 % des voix, pas seulement celles des Blancs mais aussi celles des Métis qui ne se reconnaissent pas plus dans un gouvernement noir que dans l'ancien régime blanc. Mais les partis extrémistes ou opposés au changement (IFP, "Vrydom Front" afrikaner) sont laminés, et l'adhésion de l'immense majorité de la population aux idéaux non- raciaux et démocratiques portés par l'ANC est confirmée.

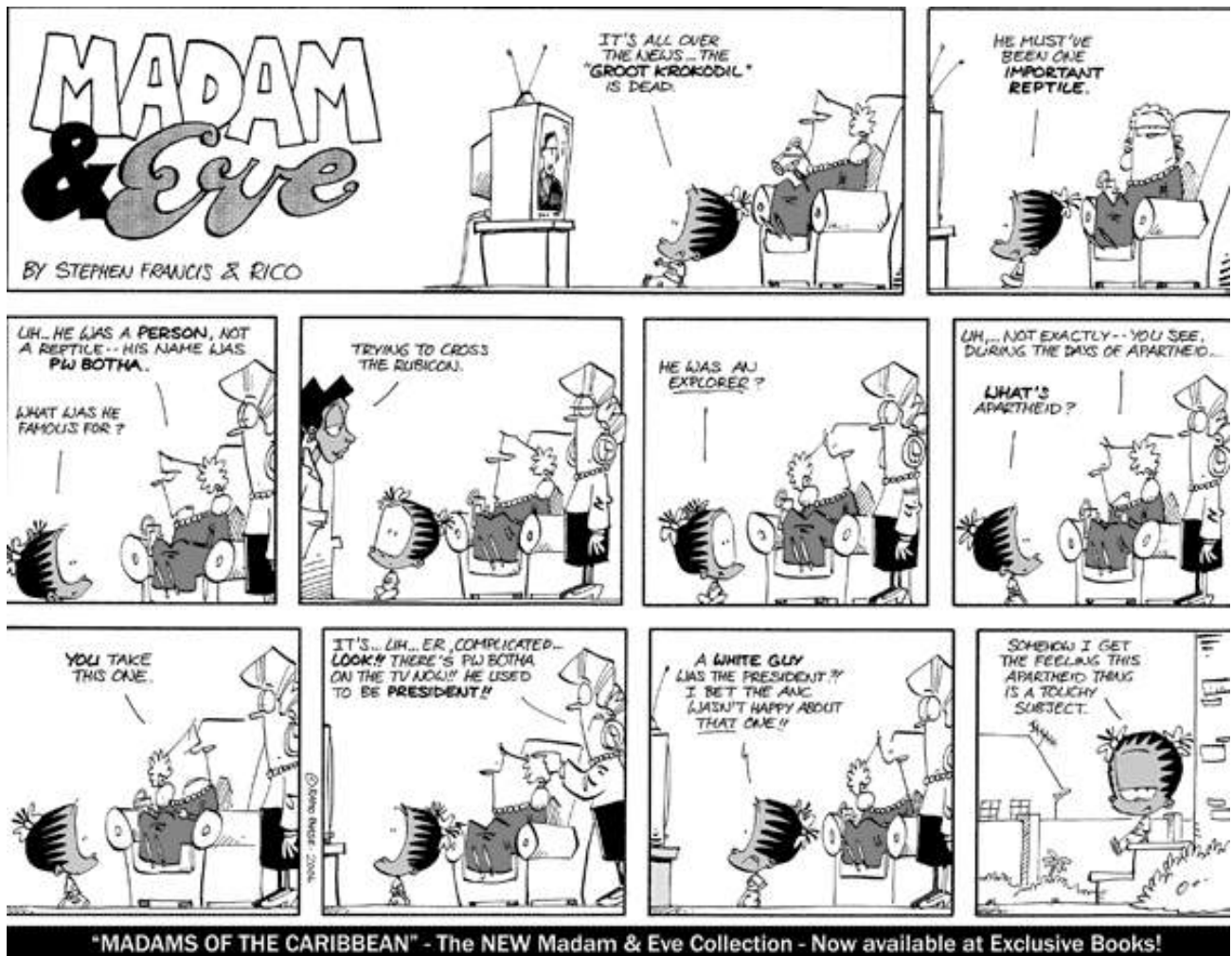
Nelson Mandela est le premier président de la "Nouvelle Afrique du Sud". Ses vice-présidents sont Thabo Mbeki (un des organisateurs, aux compétences incontestables, de l'ANC en exil, et le fils de Govan Mbeki, compagnon de Mandela à Robben Island), et F. de Klerk. Le Parti National, l'IFP et quelques autres participent au gouvernement d'union nationale ; en mai 1996, la nouvelle constitution est votée, et le gouvernement élu remplace le gouvernement d'union transitoire.

2.8 La “nouvelle Afrique du Sud” (1994–)

Depuis 1994, l’Afrique du Sud s’est installée dans la démocratie post-apartheid. Nelson Mandela, à l’expiration de son mandat présidentiel en 1999, s’est retiré, et a été remplacé par Thabo Mbeki, son vice-président ; Thabo Mbeki a été réélu en 2004 (jusqu’en 2009), les deux fois avec des larges majorités des deux tiers des votants. L’ANC domine la vie politique, sauf localement (Western Cape, Kwazulu-Natal), où des alliances locales peuvent le priver du pouvoir ou le forcer à s’allier à l’opposition.

Sur de nombreux plans, la “nouvelle Afrique du Sud” est un succès.

Le système politique est stable ; la démocratie Sud-Africaine, bien que jeune, est solide et en bonne santé, avec une constitution solide, des institutions (un pouvoir judiciaire indépendant, en particulier) qui la garantissent, des élections libres et paisibles.

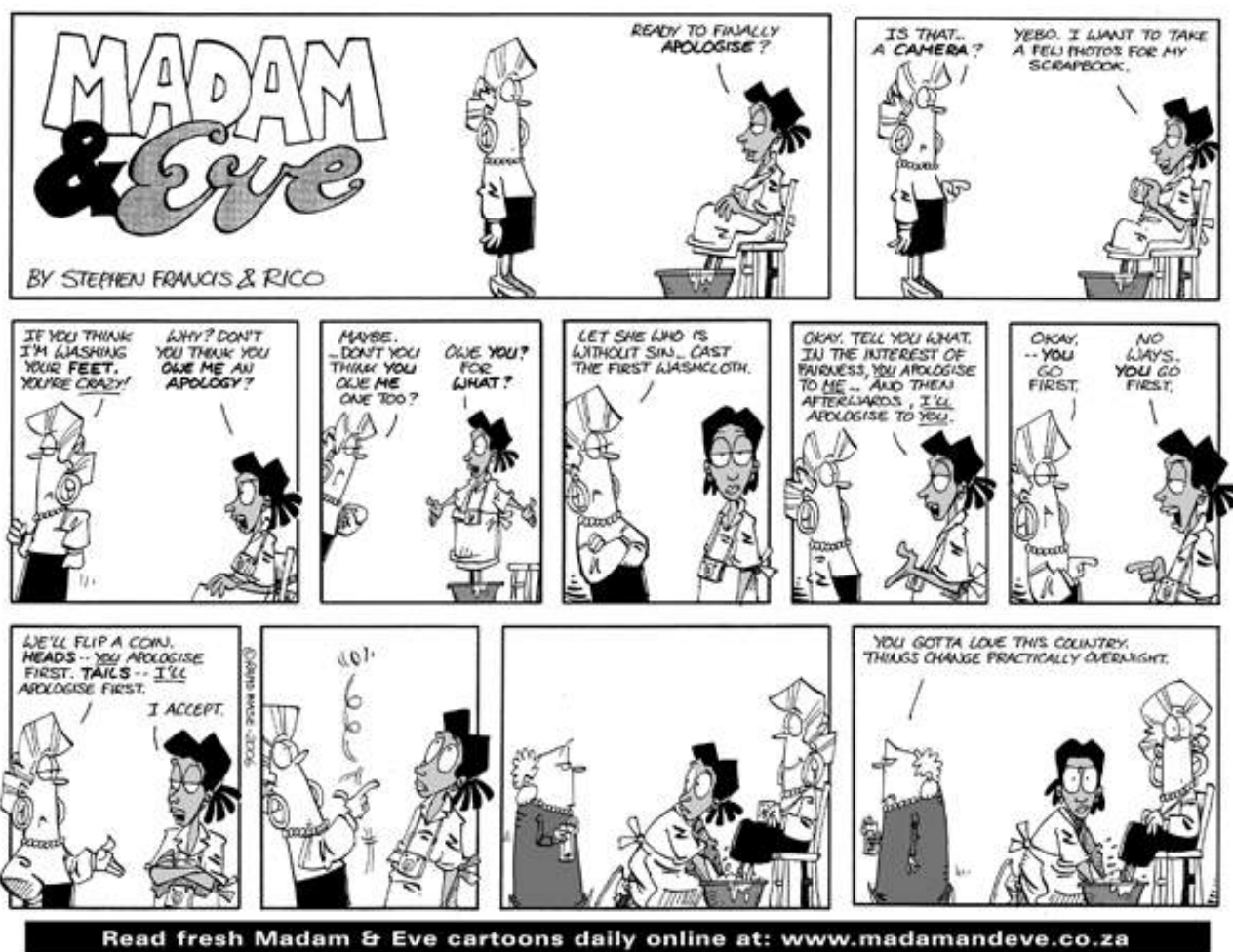


“Madam and Eve” est la série emblématique de la “Nouvelle Afrique du Sud”. Elle met en scène Madame (et sa mère), des blancs de la banlieue de Johannesburg, et leur bonne, Eve (ainsi que sa fille). PW Botha, surnommé “die groot krokodil”, meurt en Novembre 2006. Il était le dernier président du régime d’apartheid. On se souvient surtout de son incapacité (ou sa mauvaise volonté) à engager des réformes — en particulier lors d’un discours où il devait “franchir le Rubicon” mais ne fit que réaffirmer la continuité de sa politique. Il a toujours refusé de s’excuser ou de témoigner devant la T.R.C.

La transition vers la “Nouvelle Afrique du Sud” s’est faite en douceur, avec peu de résistances ou de rancunes. La majorité des blancs a été plutôt soulagée de voir la fin du cauchemar, de voir leur pays regagner une place

honorable dans le concert des nations. L'attachement d'au moins une partie de la population blanche aux symboles de la nouvelle démocratie (drapeau, hymne national⁴...)

Le changement a grandement été aidé par la sagesse des dirigeants, Mandela en tête, qui n'ont jamais cédé aux revanchardisme. La mise en place de la commission "vérité et réconciliation" (TRC, Truth and Reconciliation Commission), présidée par Desmond Tutu (archevêque de Cape Town) a contribué à aplanir les rancœurs ; la TRC fonctionnait sur un principe imple, "aveux complets contre amnistie complète". Tout les crimes liés à l'apartheid et à la répression ont ainsi été amnistiés de façon complète et sans conditions, dès lors que leur coupable acceptait de venir témoigner sans réserves devant la Commission.



Réconciliation et pardon ...

L'économie est saine et prospère, soutenue en particulier par le boom minier et les ressources minérales. Dans les anciens homelands en particulier, de nombreuses mines majeures ont été créées dans les 10 dernières années. Mais la croissance économique est aussi tirée par l'industrie et les services, le pays jouant à fond de l'avantage que lui confère une population quand même assez bien formée (surtout à l'échelle Africaine). Les firmes sud-Africaines sont maintenant présentes dans toute l'Afrique, et les exportations atteignent le monde entier. La croissance économique est aux alentours de 10 % par an, tandis que les budgets de l'état sont régulièrement excédentaires.

En 15 ans, des millions de maisons ont été construites pour les mal-logés ; l'eau, l'électricité ont été amenées à des millions de foyers. Des écoles, des routes se construisent partout.

⁴"Nkosi Sikele I Africa", Que Dieu bénisse l'Afrique. Ce superbe cantique, naguère chant de l'ANC, était évidemment interdit en public jusqu'en 1994

Petit à petit, une classe moyenne noire apparaît et se développe ; à son tour, elle sert de moteur au commerce et à l'économie des services. Il n'y a qu'à rentrer dans un centre commercial pour le constater... Une politique de "Black economic empowerment" a été mise en place, visant à favoriser (en particulier dans les contrats avec le gouvernement) les firmes qui emploient, ou appartiennent, majoritairement à des noirs.



Zapiro is on leave. This is a classic rerun

Black Economic Empowerment ? Zapiro (Jonathan Shapiro, né en 1958) est un dessinateur de presse sud-africain à la plume acérée. Il publie en particulier dans le "Mail and Guardian", hebdomadaire de centre-gauche.

Parmi les sources d'espoir, on peut aussi rajouter l'organisation de la coupe du monde de Football, en 2010 — malgré les difficultés logistiques qu'elle entraîne, ce choix témoigne d'une confiance internationale vis à vis de l'Afrique du Sud, qui a dopé le moral du pays.



19 mai 2004 : L'Afrique du sud organisera la coupe du monde de football de 2010. L'essie nationale.

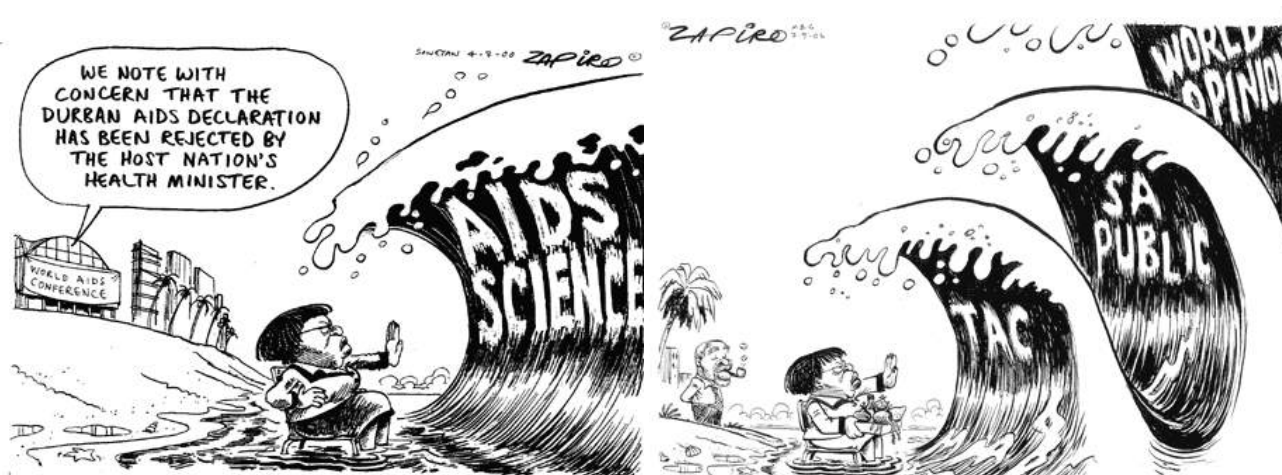
Malgré ces succès, il reste de nombreuses difficultés.

La pauvreté reste la réalité quotidienne d'une large partie de la population, surtout dans les anciens homelands. Malgré les efforts du gouvernement, les retards en infrastructure, et en équipements éducatifs, étaient tels que 15 ans n'ont pu suffire à les rattraper. Pour de nombreux Sud-Africains, le changement démocratique de 1994 n'a rien apporté, et les frustrations s'accumulent.

Le système éducatif reste un sujet de souci ; la majorité de la population n'a en effet accès qu'à des écoles de qualité très médiocre, mal financées, aux enseignants peu formés, ce qui leur barre de fait l'accès à l'enseignement supérieur et à la promotion sociale.

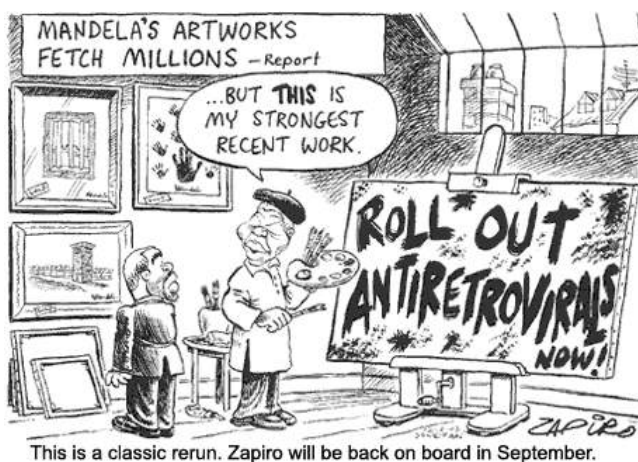
Le manque de personnel qualifié (dans les services publics, en particulier) est criant. Si la "fuite des cerveaux" des blancs qualifiés est finalement moins menaçante qu'elle ne le semblait il y a 10 ans, il n'en reste pas moins que le pays manque cruellement des compétences nécessaires pour accompagner son essor économique. C'est particulièrement vrai dans les services publics, où le remplacement des anciennes équipes en 1994 a amené au

remplacement (notamment dans les échelons intermédiaires et supérieurs) de techniciens et directeurs compétents, par des équipes moins expérimentées ; et où les salaires ne sont pas assez compétitifs face au privé pour conserver les compétences.



(à gauche, juillet 2004 ; à droite, septembre 2006) La ministre de la santé s'enferme dans son attitude de déni. . .

Le SIDA est évidemment un problème majeur. Il a été aggravé par le refus du gouvernement (Mbeki, mais surtout la ministre de la santé) d'accepter les conclusions scientifiques sur le rôle du virus⁵ et l'effet des anti-rétroviraux ; il a fallu une campagne d'opinion majeure, soutenue par Mandela en personne, pour que le gouvernement accepte de se rendre à l'évidence, et s'engage (vers 2003) dans des distributions massives de traitements. Mais que de temps perdu. . .



This is a classic rerun. Zapiro will be back on board in September.

Mandela apporte tout son poids à la campagne pour forcer le gouvernement à distribuer des anti-rétroviraux.

La criminalité, importante, est perçue par la population comme un des plus gros problèmes du pays. Paradoxalement, bien que les victimes soient surtout noires, ce sont les blancs qui sont les plus inquiets. . .

L'évolution politique du pays est aussi un sujet d'inquiétude. Fort du soutien d'une large majorité de la population, l'ANC n'a pas vraiment d'opposition crédible — une situation malsaine, dans toute démocratie. Comme par ailleurs, c'est un parti très composite, regroupant des gens allant des communistes au "centre-droit" libéral, l'essentiel des options politiques du pays sont décidées dans les débats internes du parti plus que lors des élections.

⁵Il est juste de préciser, cependant, que la position de Mbeki n'était pas aussi ridicule ou stupide qu'on a pu le dire. Quand il affirmait que le SIDA est une "maladie de la pauvreté", dans le contexte Africain c'est bel et bien le cas, contrairement à ce qui se passe en Europe. Mais bien sûr, ce n'est pas incompatible avec le rôle du virus



ANC : le désenchantement

Enfin, la séparation entre les communautés reste un fait. Séparation géographique d'abord, des années de séparation physique et forcée ne s'effacent pas facilement du paysage ; séparation culturelle et mentale surtout, la plupart des sud-Africains n'arrivant toujours pas à raisonner autrement qu'en terme de "eux" et "nous".



Passé et futur